

CORRUPTION

**HAMOU AHMED TOUHAMI,
WALI DE BÉJAÏA :**

«J'ai entendu dire que le colonel Benchérif est malade»

Ayant trouvé l'hospitalité dans les colonnes du journal *El Watan* dans sa version du week-end, le wali de Béjaïa a répondu à Ahmed Benchérif, quelques jours seulement après les accusations publiques de corruption portées par ce dernier à son encontre. Toutefois, selon le rédacteur de l'article, les déclarations recueillies auprès du wali de Béjaïa ne sont pas considérées comme une réaction publique aux propos tenus à son encontre par l'ex-patron de la Gendarmerie nationale, puisque l'auteur de l'article dira que «sa mise au point doit d'abord avoir le ok de sa tutelle». Or, le wali de Béjaïa a longuement commenté les propos de Ahmed Benchérif. Ainsi, Hamou Ahmed Touhami dira qu'il «réfute complètement ces allégations», tout en martelant que son «bilan est sur le terrain, ahaba men hab, kariha men kariha (qu'on le veuille ou non)». Et d'ajouter : «C'est aux citoyens et à la société civile de répondre à une telle question. J'invite les journalistes à aller à Djelfa pour voir ce qui a été fait en bien et en mal dans les 36 communes de la wilaya, de discuter avec les citoyens, de constater d'eux-mêmes et d'en tirer un bilan.» En guise de conclusion, le journaliste d'*El Watan* s'est interrogé si le wali de Béjaïa «est prêt à affronter son accusateur devant la justice». Et l'ex-wali de Djelfa de répondre : «J'ai entendu dire que le colonel Benchérif est malade.



S'agissant d'un grand révolutionnaire, un grand commis de l'Etat et grand notable des Oued Naïl, et l'ayant connu pendant la période où j'étais à Djelfa, je ne peux que lui souhaiter un prompt rétablissement, santé et longue vie.» «Si M. Benchérif «a des dossiers comme il le prétend, qu'il les présente à qui de droit», a-t-il conclu.

R. N.

**LA RÉPONSE
D'AHMED BENCHERIF :**

«Je persiste, je signe et je me porte comme un charme»

Monsieur le directeur, suite aux propos du wali de Béjaïa recueillis par le quotidien *El Watan* du 25 novembre 2011 (page 3), où mon nom a été cité à maintes reprises, permettez-moi d'apporter les précisions suivantes :

1- J'assume pleinement les accusations portées contre l'actuel wali de Béjaïa, M. Hamou Ahmed Touhami, publiées dans votre quotidien en date du 23 novembre 2011.

2- Je persiste et signe, l'ouverture d'une enquête sérieuse sur la gestion catastrophique des biens publics dans la wilaya de Djelfa durant le «règne» de Hamou Ahmed Touhami est plus qu'indispensable. Il s'agit de la crédibilité de l'Etat et celle de la République.

3- Je tiens à rassurer M. Touhami quant à ma santé, je me porte comme un



Photos : DR.

charme. Seul l'intérêt supérieur de la nation m'importe. Ayant exercé les responsabilités qui étaient les miennes dans l'édification de l'Etat algérien, il ne me viendrait pas à l'esprit de

songer à mettre en difficulté ceux qui sont en charge des affaires publiques du pays, particulièrement la tutelle du wali que je dénonce.

Ahmed Benchérif

LOUISA HANOUNE À PARTIR DE SÉTIF

Quota des femmes, une escroquerie politique

C'est à la salle du parc d'attractions de Sétif que Louisa Hanoune a animé, hier, un meeting avec les militants de sa formation issus des wilayas de Sétif, Bordj Bou Arréridj, Béjaïa, Mila, Jijel et M'sila, en présence de nombreux observateurs.

Louisa Hanoune a orienté l'essentiel de son intervention sur l'actualité politique et la situation qui prévaut dans le Maghreb et en Afrique. La secrétaire générale du Parti des travailleurs a d'emblée signalé que l'appel de son parti à «la mobilisation des peuples face aux puissances impérialistes qui, du fait de la crise économique, multiplient leur ingérence dans les affaires internes de certains Etats», a été suivi d'effet.

Elle a ainsi annoncé l'organisation d'une conférence internationale d'urgence les 10, 11 et 12 décembre prochain à Alger.

Selon ses propos, cette réunion, à laquelle sont invitées plusieurs personnalités du Maghreb, des pays du Sahel et de l'Afrique subsaharienne, des pays membres de l'Otan, des pays victimes des interventions militaires comme l'Afghanistan, le Pakistan, l'ex-Yougoslavie, Haïti et la Côte d'Ivoire ainsi que des pays de l'Amérique latine, se veut une prise de position concrète contre les guerres d'occupation, un refus de l'ingérence de l'étranger dans les affaires internes des pays et surtout une réaction pour la défense et l'intégrité du pays. Focalisant son discours sur la situation qui prévaut en Libye, elle a qualifié

celle-ci de menace latente pour toutes les nations de la région. Selon M^{me} Hanoune, jamais dans l'Histoire de l'humanité autant d'armes n'ont été distribuées aux populations civiles.

«Il y a aujourd'hui en Libye 1 million de ces armes aux mains de groupes de toutes sortes, 100 000 AK 47 (kalachnikovs) et 15 000 missiles sol-air, déclara-t-elle, une armada qui pourrait servir Al Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), et les attentats qui ont frappé l'Algérie récemment, à Jijel et l'Académie interarmes de Cherchell, en sont la preuve. «Ils veulent nous faire entrer dans le borbier libyen.

C'est une menace sérieuse pour la sécurité nationale, le ministère de la Défense nationale en est conscient. Nous avons 950 km de frontières communes avec la Libye, et le MDN a pris ses dispositions en créant un nouveau commandement militaire dans la wilaya d'Illizi parce que les responsables savent que le danger vient de ce côté et que nous sommes particulièrement visés», dira-t-elle.

Revenant sur la situation en Algérie, Louisa Hanoune a appelé le président de la République à faire une deuxième lecture du projet des réformes politiques qui a



Photo : New Press

été plombé par l'APN, notamment les élus du FLN, du RND et certains élus «privés». «Nous demandons au président de la République de faire une deuxième lecture du projet des réformes politiques avant qu'il soit trop tard, ou bien dissoudre l'APN.

L'Assemblée actuelle s'oppose aux directives présidentielles et ne peut rien apporter de nouveau, elle est archaïque et obsolète. Et au président de la République de légiférer par ordonnance», a-t-elle ajouté. Abordant le sujet de la représentativité de la femme dans les sphères de décision, Hanoune déclare que son parti est opposé à

la question des quotas qui est, selon elle, une véritable escroquerie politique.

«L'APN a décidé l'octroi de 20% de sièges aux femmes. Supposons que dans une région, seuls quatre sièges sont pourvus, que va donc obtenir la femme ? Tout simplement rien du tout, aucun siège. Ou encore dans certains pays étrangers où le pourcentage a été porté à 50% et où il n'existe qu'un seul siège, comment fera-t-on ? Fera-t-on appel aux hermaphrodites (mi-homme, mi-femme) pour se présenter ?» s'est-elle interrogée.

M^{me} Hanoune a aussi appelé à

la renationalisation des groupes publics ayant fait l'objet de privatisation, et ce à la lumière d'une vague de protestations et de grèves, initiées par les travailleurs de différentes entités économiques, appelant publiquement à la renationalisation de leurs entreprises respectives.

Enfin, et concernant la non-application de la revalorisation des pensions des retraités, la secrétaire générale du Parti des travailleurs a estimé que c'est une grande honte et que les pouvoirs publics doivent respecter leurs engagements.

Imed Sellami